

# RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

## Déclaration - République tchèque

Tout d'abord, je souhaiterais **remercier cordialement les autorités de Bosnie-Herzégovine** de leur accueil chaleureux de cet événement. Nous sommes convaincus que l'Ouest des Balkans et son intégration régionale doivent rester une priorité essentielle pour la Banque.

Pour revenir sur l'année **2018**, je tiens à féliciter le personnel de la BERD pour les résultats opérationnels positifs obtenus cette année encore. Nous remarquons toutefois que la performance financière s'est relativement affaiblie et restons préoccupés par le dépassement du seuil du ratio coûts/revenus, paramètre de contrôle traduisant la santé financière de la Banque. La maîtrise des coûts, la gestion plus stratégique du portefeuille de la Banque et la recherche de moyens favorisant des apports durables de revenus sont nécessaires au maintien d'un bon équilibre.

L'an dernier, nous avons favorablement accueilli la requête des gouverneurs incitant la Banque à se concentrer sur les pays d'opérations actuels et à identifier les opportunités commerciales permettant de faire plus et mieux. Malheureusement, l'**Examen stratégique** n'a pas entièrement comblé ces attentes et n'a pas été approuvé par les actionnaires. Nous partageons la déception exprimée par certains quant au niveau d'ambition, en particulier sur le long terme. Conformément aux **conclusions des pays de l'UE-11** le mois dernier à Londres, nous estimons que bien plus peut et doit être fait pour tous les pays d'opérations. La mission de la BERD est loin d'être accomplie. Cela vaut également pour les économies les plus avancées, qui méritent une approche sur mesure et pourraient servir de laboratoire stable au développement par la Banque de produits plus risqués et innovants.

Nous sommes satisfaits que des **capacités en capital supplémentaires** aient été identifiées en vue d'accroître les investissements ; toutefois, nous ne comprenons pas tout à fait quels sont les obstacles qui empêchent la Banque d'utiliser son excédent de capital dans les pays d'opérations actuels et il n'existe pas de liste de mesures à prendre pour surmonter ces obstacles. Cela étant, nous ne souhaitons pas que le désaccord portant sur l'Examen stratégique soit perçu comme une occasion manquée d'agir davantage dans les pays d'opérations actuels et entraîne, directement ou indirectement, un remboursement du capital non utilisé.

La question est donc la suivante : **que doit faire la Banque** si elle ne parvient pas à identifier suffisamment d'opportunités commerciales au sein du secteur privé dans sa quarantaine de pays d'opérations, pour utiliser son capital efficacement ? Nous estimons que la réponse n'est PAS de regarder ailleurs, que ce soit dans le secteur public ou d'autres zones géographiques. Nous considérons que la réponse est de procéder à un examen plus attentif et plus systématique de ces aspects : (1) le renforcement du développement et de la création d'entreprises à l'échelon local ; (2) les opportunités de prises de participation ; (3) les projets verts ; (4) l'innovation en matière de produits ; (5) la mobilisation de ressources sur le terrain ; (6) les investissements transnationaux ; (7) la prise plus délibérée de risques calculés ; (8) la recherche de valeur dans des projets plus petits mais à fort impact, en particulier dans les pays de taille relativement petite.

À l'avenir, **nous pourrions approuver la résolution** avec les réserves suivantes : (1) en termes d'ordonnancement, les pays d'opérations actuels doivent représenter une priorité absolue ; (2) l'élargissement doit se limiter au mandat géographique et politique actuel de la Banque ; et (3) nous pouvons décider que si le capital est inutilisé, une discussion sur le remboursement du capital est justifiée.

Concernant **l'élargissement potentiel**, je souhaiterais préciser, M. le Président du Conseil des gouverneurs, que bien que nous soyons favorables au développement d'autres régions, nous ne pensons pas que le futur de la BERD est en Afrique subsaharienne ou dans le monde entier. En revanche, nous encourageons fortement la Banque à partager son expérience acquise du secteur privé avec d'autres institutions de la famille des IFI qui sont déjà bien établies et mieux équipées pour insuffler des changements dans d'autres régions. Cette solution serait plus rentable pour les actionnaires.

Enfin, et surtout, afin de **veiller à ce que la nouvelle stratégie soit préparée en souplesse**, les travaux sur le cahier des charges devraient démarrer sans tarder pour développer une approche bien structurée et ponctuelle, qui serait un prérequis à l'amorce des travaux analytiques. Ces travaux ne devraient pas préjuger de résultats ni créer d'attentes, mais prendre en compte les évolutions influant sur l'architecture financière internationale et européenne. De ce fait, il serait tout à fait souhaitable que plus de documents stratégiques soient approuvés par nos représentants à Londres, permettant un plus large consensus sur les futures orientations de la Banque.

**Pour conclure**, nous apportons tout notre soutien à la BERD en tant qu'institution dotée d'une mission politique et géographique remarquable en faveur de la transition et du secteur privé. **Nous espérons que la BERD honorera son mandat unique** dans tous ces domaines **et fera le maximum pour nos pays d'opérations actuels dans les années à venir**. Le meilleur moyen serait de **montrer l'exemple** dans des domaines clés tels que l'innovation, la transparence, la discipline budgétaire, l'intégrité et la bonne gouvernance.